

## Pour soutenir la croissance, le Premier ministre Shinzo Abe vise le marché asiatique, et notamment l'Inde

# Deux ans après Fukushima, le Japon exporte son nucléaire

### *Energie*

Avec le séisme et le tsunami du 11 mars 2011 qui ont provoqué l'accident de la centrale de Fukushima Dai-ichi, le nucléaire n'a pas bonne presse dans l'archipel. Du coup, les autorités font le forcing pour promouvoir la technologie nipponne à l'étranger. Objectif : faire du pays un exportateur de nucléaire, au même titre que la France, la Corée du Sud ou la Russie.

Claude Leblanc

● Depuis Fukushima, l'industrie nucléaire nipponne n'a plus la cote dans l'archipel. Les Japonais ne veulent plus entendre parler de

### **L'eldorado asiatique**

Avec 56 réacteurs à construire d'ici à 2020, la Chine est le pays le plus ambitieux sur le plan nucléaire. Elle est suivie par l'Inde, avec 18 réacteurs à la même échéance.

La Turquie envisage la construction de 12 réacteurs d'ici à 2023, tandis que le Vietnam voudrait s'en doter de 14 avant 2030. A la même date, le Brésil devrait en posséder seulement 4.

cette énergie synonyme, pour quelque 160 000 d'entre eux, d'exil et de vie gâchée. Malgré le discours rassurant des autorités sur les opérations de décontamination, la défiance à l'égard du nucléaire ne faiblit pas. Selon un sondage réalisé pour la chaîne de télévision TV Asahi, fin février, 61% des personnes interrogées exprimaient leur désir de voir la part du nucléaire être réduite à l'avenir. Le Premier ministre, Shinzo Abe, a beau avoir expliqué qu'il entendait revoir la

politique de sortie du nucléaire décidée par le précédent gouvernement, il sait bien que les résistances sont trop nombreuses pour espérer un retour au statu quo ante.

Cela conforte les autorités dans leur désir de promouvoir la technologie japonaise à l'étranger et de faire du Japon un pays exportateur de nucléaire, au même titre que la France, la Corée du Sud ou la Russie. « Après avoir fait l'expérience d'une catastrophe comme Fukushima, le Japon a le devoir de contribuer

à l'amélioration de la sécurité nucléaire, en partageant avec le reste du monde ses connaissances et les leçons qu'il en a tiré », justifie Yoshihide Suga, le secrétaire général du gouvernement. L'exportation du nucléaire fait partie intégrante de la stratégie de croissance définie par Shinzo Abe. L'idée soutenue par les autorités et soufflée par les industriels du secteur (compagnies d'électricité et constructeurs de centrales) est de promouvoir des « packs » comprenant à la fois la construction, la gestion et la maintenance des équipements. Ces packs pourront être complétés par d'autres prestations comme la construction d'infrastructures d'électricité ou de transports.

Depuis le rachat de Westinghouse par Toshiba en 2006 et l'alliance industrielle entre Hitachi, Mitsubishi et General Electric, les Japonais sont parfaitement bien placés dans le secteur des réacteurs à eau pressurisée. Compte tenu des besoins exprimés en la matière, notamment dans les pays émergents et au Moyen-Orient, le Japon a donc une carte à jouer. Selon le ministère de l'Economie et de l'Industrie, une centaine de réacteurs nucléaires seront implantés en Asie au cours des vingt prochaines années. « Nous avons estimé qu'il était important de négocier un accord de coopéra-

### *La baisse continue du yen depuis janvier rend la technologie japonaise plus abordable*

tion nucléaire avec l'Inde », a ainsi expliqué Yoshihide Suga le 20 mai, à une semaine de la visite officielle de Manmohan Singh, le Premier ministre indien. L'objectif est de conclure les négociations d'ici à la fin de l'année pour que les deux pays signent formellement un contrat lors du voyage de Shinzo Abe en Inde, prévu dans les premières semaines de 2014. « Le contexte est très favorable. D'une part, Abe est

un grand admirateur de l'Inde, avec laquelle il avait déjà signé en 2006 un partenariat stratégique, note Céline Pajon, chercheur au Centre Asie de l'IFRI. D'autre part, les tensions avec la Chine l'incitent à se rapprocher de New Delhi. Enfin, le signal donné fin 2012 par l'Australie, qui a autorisé la vente d'uranium à l'Inde, a levé les dernières réticences de Tokyo face aux Indiens, qui n'ont pourtant pas signé le traité de non-prolifération. »

**Faire converger intérêts privés et publics.** Après les deux accords décrochés aux Emirats arabes unis et en Turquie début mai, le Japon semble décidé à redoubler d'efforts pour décrocher d'autres marchés comme le Vietnam, qui prévoit de se doter de 14 réacteurs d'ici à 2030. Face à une forte concurrence française, russe ou coréenne – le 16 mai, la Russie a annoncé qu'elle était prête à aider l'Afrique du Sud à se doter d'une industrie nucléaire –, les Japonais ont des atouts. La baisse continue du yen depuis janvier rend leur technologie plus abordable. Fin février, le groupe finlandais Fennovoima a choisi le projet de Toshiba d'un réacteur EU-ABWR à eau bouillante de 1 600 mégawatts, au détriment du français Areva.

On retrouve aussi dans la mise en avant du nucléaire cette capacité du Japon à mobiliser les intérêts privés et publics pour dynamiser les exportations, comme ce fut le cas dans les années 1970 et 1980. En février 2011, un mois avant la catastrophe de Fukushima Dai-ichi, les principaux dirigeants du secteur ont fondé le Conseil pour la renaissance du nucléaire afin de raffermir les liens avec les pouvoirs publics. Deux ans plus tard, ils semblent avoir trouvé leur représentant de commerce : Shinzo Abe, dont l'un des arguments massues est d'affirmer que « les exportations de centrales nucléaires sont bonnes pour l'économie ». Imparable dans un pays qui veut croire au retour de sa bonne étoile.

@Japonline 